

REGARDS

Etude annuelle 2016

Shimon Peres, la France et la bombe

par Frédérique Schillo

Revue Regards

Centre Communautaire Laïc juif David Susskind
Rue de l'Hôtel des Monnaies 52 - 1060 Bruxelles

regards@cclj.be - www.cclj.be/regards

Table des matières

1. Introduction	1
2. Shimon Persky, une vie entre deux mondes.....	2
3. L'Homme qui fit aimer la France aux Israéliens.....	4
4. La diplomatie en uniforme ou la marche vers la guerre.....	7
5. L'alliance de combat	11
6. La « collusion » de Sèvres	15
7. Shimon Peres et la bombe	18
8. Conclusion.....	20

1. Introduction

Shimon Peres, le dernier géant d'Israël, prix Nobel de la Paix, s'est éteint le 28 septembre 2016. Dinosaur de la vie politique israélienne avec plus d'un demi-siècle passé aux plus hautes responsabilités de l'Etat, député de façon ininterrompue jusqu'à son accession à la présidence en 2007, deux fois Premier ministre, ministre dans 12 gouvernements depuis celui de David Ben Gourion en 1959, il était le dernier des Pères fondateurs de l'Etat juif.

Pour tous, il reste l'homme qui a permis à Israël d'acquérir la bombe, en construisant le réacteur nucléaire de Dimona grâce à l'appui français, et celui qui a signé les Accords d'Oslo avec les Palestiniens en 2013. Or les deux événements étaient liés selon lui. « *Dimona a ouvert la voie à Oslo* », aimait-il à répéter : « *Une nation en attaque une autre pour deux raisons : son désir de la détruire et sa capacité de le faire. Parce que nous ne pouvions pas modifier le désir (des ennemis d'Israël), nous devons les convaincre qu'ils ne pourraient pas le faire. Ainsi, Dimona a coupé l'herbe sous le pied à ceux qui pensaient qu'ils pourraient détruire Israël.* »

Cependant, avant de pouvoir se présenter en « M. Sécurité » comme architecte de la dissuasion nucléaire israélienne, Shimon Peres a d'abord dû être le très patient et très persévérant acteur d'un rapprochement militaire avec la France auquel peu de responsables israéliens – et pas même Ben Gourion – ne croyaient, quand ils ne cherchaient pas tout bonnement comme Golda Meir à le torpiller. Il a ensuite été l'un des acteurs de la « collusion de Sèvres », une réunion secrète durant laquelle les Français se sont engagés à soutenir Israël dans une guerre menée conjointement avec la Grande-Bretagne contre l'Egypte de Nasser, mais à la condition que les Israéliens lancent l'opération qui servirait de « prétexte » à l'opération alliée. Dans le même temps, la France acceptait de fournir le réacteur nucléaire de Dimona, dont on peut se demander s'il était ou non la condition à la participation israélienne dans la guerre de Suez.

C'était il y a tout juste 60 ans, en 1956. Shimon Peres écrivait alors l'une des plus glorieuses pages de l'Histoire d'Israël. Et aussi l'une des plus secrètes. Des archives diplomatiques et militaires mises au jour, en Israël comme en France, permettent de retracer sa longue marche vers l'alliance militaire avec la France et l'acquisition de la bombe.

2. Shimon Persky, une vie entre deux mondes

Enfant du *shtetl*, né en 1923 au cœur de la Russie blanche, dans la petite ville de Vishneva, qui n'était pas encore biélorusse, mais polonaise, Shimon Persky appartient au monde d'hier, celui d'avant la Seconde Guerre mondiale et la Shoah, fruit d'une certaine élégance et d'une éducation littéraire appartenant à un autre siècle.

Ce décalage le poursuivra toute sa vie, de même que son accent yiddish reconnaissable entre tous, et lui fera toujours apparaître un peu en porte-à-faux par rapport au milieu où il évolue, qu'il soit militaire ou politique.

Descendant d'une famille de religieux, il est élevé par un père sioniste, qui lui fait préférer Dostoïevski à la Torah et convainc sa famille de tout quitter en 1935 pour la Terre promise. Là, il intègre trois en plus tard l'école d'agriculture Ben Shemen puis le mouvement de jeunesse Noar Haoved ; lui, l'adolescent rêveur, féru de littérature, qu'on imagine plutôt plongé dans les livres ou écrivant fiévreusement des poèmes. Quand enfin il se rêve en pionnier de la Terre, pioche à la main, la Seconde Guerre mondiale éclate. Ses parents s'engagent – son père dans une unité juive de l'armée britannique, sa mère dans une usine d'armes – et même sa fiancée Sonia, qu'il épousera en 1945.

Peu intéressé par les affaires militaires, Peres préfère rejoindre un groupe de pionniers, d'abord près du lac de Tibériade où sera fondé le kibboutz Aloumot, puis en Galilée. En réalité, il s'y illustre moins pour ses réalisations agricoles que son éloquence et sa capacité d'organisateur. Très impliqué dans la vie sociale du kibboutz, il intègre le Mapai, le parti de David Ben Gourion, dont il devient un des jeunes talents.

Mais la guerre d'Indépendance le rattrape. Grâce à quelques relations, Shimon Peres – il a entre-temps hébraïisé son nom – parvient à intégrer l'état-major de la Haganah, puis, après la proclamation de l'Etat d'Israël, le ministère de la Défense, où il est notamment amené à superviser l'achat d'armes à l'étranger. Dès ses premières missions au Canada et en Amérique du Sud, qui lui apprennent l'art du secret et des jeux d'influence, il se fait remarquer comme un excellent élément. Son voyage aux Etats-Unis en 1949 le propulsera au sommet de la hiérarchie. Toujours pourtant, il gardera l'image d'un outsider, simple civil dans un monde de militaires.

A tout juste 29 ans, fin 1953, il est nommé directeur du ministère de la Défense par son mentor David Ben Gourion. Ce poste lui permet de poursuivre en véritable leader ses missions d'acquisition d'armes. D'ailleurs, Peres se réserve, outre le budget et la politique générale de défense, la direction des services spéciaux et le développement scientifique – deux secteurs clefs qu'il fait collaborer dans le *Lekem*, un service d'espionnage industriel –, mais aussi les relations étrangères ; comprendre l'achat d'armements. Sa nomination à ce poste n'en reste pas moins éminemment politique : le « Vieux » souhaite placer ses hommes avant de prendre sa retraite (qui durera deux ans) au kibboutz de Sde Boker. Pour les mêmes raisons, Ben Gourion a désigné Moshe Dayan comme nouveau chef d'état-major de l'armée. Peres et Dayan étonnent par leur jeunesse et leur fougue. Agés de moins de 40 ans, ils incarnent une nouvelle génération de décideurs. Les deux sont très liés, même s'ils ont des parcours différents. Dayan, né en 1915 à Degania, le premier kibboutz d'Israël, est le type même du *sabra*. Engagé dans la Haganah dès l'âge de 14 ans, il fut l'un des plus jeunes volontaires de la police juive servant d'auxiliaire de l'armée britannique et intégra les *Night Squads* du général Wingate. C'est au cours d'un raid nocturne en juin 1941 qu'il fut

grièvement blessé par les forces vichystes en Syrie et perdit un œil. Fin stratège nourri des théories de Liddle Hart dans les écoles de guerre anglo-saxonnes, Dayan est aussi et surtout un homme politique. Il est même le premier chef d'Etat-major à être membre du comité exécutif du Mapai. Et c'est en cela qu'il rejoint Shimon Peres : lui aussi doit sa carrière au parti. D'ailleurs, tous deux avaient été choisis en 1945 pour représenter les jeunes du Mapai au Congrès sioniste de Bâle.

La nomination de Peres et Dayan provoque un conflit de générations avec la vieille garde du Mapai, notamment Pinhas Lavon, le ministre de la Défense, et Golda Meyerson [future Meir], ministre du Travail. Elle accentue du même coup la polémique existant dans le gouvernement entre les modérés et les activistes. Peres et Dayan estiment qu'un *second round* avec les Arabes est inévitable. Aussi, plutôt que d'attendre que les voisins augmentent leur potentiel militaire, ils préconisent de mener une guerre préventive. Pareil projet risque de précipiter Israël vers une guerre inutile estime Moshe Sharett, le Premier ministre et chef de la diplomatie, qui refuse déjà les raids systématiques contre la Syrie ou l'Egypte en riposte aux attaques pourtant toujours plus nombreuses des fedayin. Les relations sont également conflictuelles avec Lavon, non point tant sur la stratégie – l'homme est un activiste –, mais sur les choix tactiques. Parmi leurs nombreux sujets de divergence : la France.

3. L'Homme qui fit aimer la France aux Israéliens

Longtemps, la question d'un rapprochement militaire avec Paris a fait débat en Israël. A *posteriori* Peres en donnera une image plutôt caricaturale, écrivant que Lavon trouvait « *idiot de s'atteler à la carriole française* » et que Sharett jugeait sa décision d'aller à Paris « *irresponsable* »¹. En réalité, tous sont d'accord en 1953 pour estimer que la France a une politique trop pro-arabe. Ses colonies au Maghreb et ses liens au Proche-Orient n'expliquent-ils pas qu'elle ait été l'un des derniers pays à reconnaître l'Etat d'Israël en janvier 1949 ? Tous doutent aussi de l'intérêt d'entamer une collaboration militaire avec cette Puissance moyenne, au régime instable, affaiblie par la guerre et les conflits de décolonisation, alors qu'Israël peut espérer plus d'une grande Puissance comme les Etats-Unis. Cependant, en pleine période d'embargo sur les ventes d'armes au Moyen-Orient, Peres et Dayan jugent plus raisonnable de ne négliger aucune option pour acquérir les chars et les avions dont Israël a tant besoin.

Dès novembre 1953, Peres décide avec l'accord de Dayan – et le soutien de Ben Gourion, très actif malgré sa retraite de Sde Boker – de se rendre à Paris pour y sonder les milieux politiques, diplomatiques et militaires. Sur place, il entreprend de se constituer son propre réseau, discrètement, grâce à des échanges personnels.

Doté d'un formidable enthousiasme et d'un charisme certain, Peres rencontre directement les industriels et frappe à toutes les portes des politiques, non seulement les groupes pro-israéliens traditionnels – la SFIO et les anciens réseaux de la Résistance –, mais il n'hésite pas aussi à solliciter Paul Reynaud, le vice-président du Conseil. Or, contrairement aux appréhensions de l'Ambassadeur israélien Jacob Tsur, l'homme de droite se révèle être très favorable à Israël et prêt à l'aider pour les fournitures d'armes.

Des réserves israéliennes persistent néanmoins à l'égard de la France. Il faut dire que la filière anglo-américaine est privilégiée par tradition : bon nombre de responsables militaires ont servi aux côtés des Britanniques pendant la Seconde Guerre mondiale et la génération émergente se forme dans les écoles anglo-saxonnes. La France fait alors figure de pis-aller pour Israël par rapport à Washington. Cependant, le refus de l'administration Eisenhower de lui fournir des armes tandis qu'elle renforce les pays arabes incite Israël à trouver une filière de substitution en France.

Même réalisme côté français : Paris s'intéresse à Israël pour des raisons industrielles et commerciales comme un simple marché compensateur après la perte de ses marchés arabes. Si elle a moins à offrir que les Américains, elle reste quand même une remplaçante de premier choix. Le Mystère II, de qualité inférieure au chasseur F-86 Sabre américain, est de meilleure facture que le Gloster Meteor britannique. De plus, le nouveau Mystère IV – fleuron de l'industrie aéronautique française – offre de nouvelles perspectives à Israël.

Reste que l'alliance avec la France manque de base stratégique. Une communauté d'intérêts est certes apparue pour s'opposer à la politique anglo-américaine du *Northern Tier*, qui vise à renforcer la Turquie, l'Iran et le Pakistan face à la menace soviétique, et prévoit un élargissement vers l'Iran, la Syrie et l'Irak. La France comme Israël redoute aussi un projet d'union du Croissant fertile (Liban, Syrie et les royaumes hachémites de Jordanie et d'Irak).

¹ Shimon Peres, *Combat pour la paix*, Paris, Fayard, 1995, p. 106, et *La Force de vaincre*, Paris, Le Centurion, 1981, p. 57.

Cependant, de fortes divergences persistent. Ainsi, la question de Jérusalem reste une pomme de discorde avec la « Fille aînée de l’Eglise », qui refuse d’y reconnaître la souveraineté israélienne, même si elle ne croit plus aux chances d’internationalisation de la Ville sainte prévue par le plan de partage de 1947. Par ailleurs, la politique de représailles d’Israël suscite la réprobation de Paris. Le raid sanglant mené dans la nuit du 14 au 15 octobre 1953 par l’Unité d’Ariel Sharon contre le village de Kibya, en Cisjordanie, affecte gravement les relations diplomatiques.

Même l’Egypte reste un facteur de division. Le Colonel Nasser, qui prend le pouvoir en février 1954, fustige pourtant à la fois Israël et la France dans ses discours anti-impérialistes. Mais alors que les Israéliens prennent au sérieux ses menaces, les Français insistent sur les signes d’ouverture du Raïs vers l’Ouest. Enfin, la politique du Quai d’Orsay, tournée exclusivement vers le Levant arabe, interdit à la France d’avoir une totale identité de vues avec Israël. Shimon Peres en a pleinement conscience.

Un événement vient heureusement modifier la position française à l’égard d’Israël : la chute du régime syrien de Chichakli, le 25 février 1954. Privés d’un allié fort dans la région, qui garantissait la souveraineté territoriale du Liban en s’opposant aux projets de Croissant fertile, les diplomates acceptent de se tourner vers l’Etat juif. Avec parcimonie, car il s’agit d’un simple « *réajustement* » selon le Quai d’Orsay, qui ne réserve aux Israéliens qu’un rôle marginal de « bouclier » du bastion français libanais. Opportunément, Peres multiplie les démarches pour convaincre diplomates et militaires de réviser leur politique de ventes d’armes.

Il faut attendre l’arrivée du radical Pierre Mendès France au pouvoir en juin 1954 pour assister à un vrai réchauffement des relations bilatérales. A la tête d’un Cabinet plutôt favorable à Israël, PMF est lui-même bien disposé à l’égard de l’Etat juif, non tant par sentimentalisme – il ne se revendique pas comme sioniste et reste discret sur sa judéité –, mais pour des raisons stratégiques et une volonté de rétablir la balance des forces entre Israël, Le Caire et le Levant.

La visite en France du général Dayan, pendant l’été 1954, est le plus éclatant signe de ce rapprochement. Accueilli comme hôte de l’armée, décoré de la Légion d’honneur pour services rendus pendant la campagne de Syrie, Dayan se voit présenter l’éventail des ressources de l’industrie française. Le plus surprenant est encore la couverture médiatique dithyrambique dont il bénéficie. Les ambassadeurs rivalisent aussi de sentimentalité en marquant combien les liens entre Paris et Tel-Aviv ont dépassé le cadre de l’amitié et que leur union est déjà scellée. En août, l’Ambassadeur français Pierre-Eugène Gilbert annonce qu’il n’est nul besoin d’un traité entre la France et Israël, car « *en France, ceux qui s’aiment, n’ont pas besoin de contrat* ». En octobre, Tsur déclare que les relations franco-israéliennes « *peuvent se résumer en quelques mots : elles sont en pleine lune de miel.* » Entre temps, l’Egypte a déclenché une campagne dénonçant un complot anti-arabe tramé par « *l’axe Paris-Tel-Aviv* ». Et pour la première fois, Nasser lui-même a évoqué « *la “collusion” entre la France et Israël* ». Shimon Peres aurait-il gagné son pari ?

En réalité, il n’est pas encore question de collusion anti-égyptienne, même si le jeune directeur du Ministère israélien de la Défense active en sous-main ses réseaux. Le 21 octobre 1954, il se rend chez le directeur des services financiers et des programmes du ministère de la Défense, M. Cristofini. Là, il déploie tous les arguments possibles : politiques, stratégiques, commerciaux et industriels, en jouant à fond sur la concurrence franco-britannique. En outre,

comme le révèle le compte-rendu de sa visite versé dans les archives militaires françaises, Peres aborde pour la première fois la question de la recherche nucléaire². Il rappelle qu'Israël a mis au point un procédé pour l'extraction de l'uranium et la fabrication de l'eau lourde et que des pourparlers ont été initiés en 1953 avec la France. Un accord a même été signé entre Ernst Bergman, le président de la Commission atomique israélienne, et Pierre Guillaumat, l'administrateur du Commissariat à l'Energie atomique (CEA). « *Israël voudrait donc amplifier ses liens avec la France dans le domaine de la recherche scientifique* », souligne Peres. Il informe ensuite son interlocuteur de son désir de recevoir des armes dès que possible. Il obtient de signer la plus grosse commande d'armes jamais passée par Israël.

Fruit des réseaux patiemment tissés depuis un an dans les coulisses du pouvoir, le contrat secret du 21 octobre 1954 marque une nouvelle étape dans la coopération militaire franco-israélienne. Shimon Peres devient celui qui fait découvrir la France aux Israéliens. Mi-novembre 1954, des officiers de la *Heyl Ha Avir* viennent s'entraîner en France sur des avions de chasse. Reste maintenant à appliquer l'accord. Or les livraisons de Mystère tardent, puis celles de chars AMX, avant d'être suspendues. Officiellement, il s'agit de respecter les contrôles anglo-américains sur les ventes d'armes au Moyen-Orient. En réalité, les diplomates font toujours blocage de crainte des réactions de ses partenaires arabes. Peres décide de convaincre ses réseaux de contourner le Quai d'Orsay.

² Archives militaires françaises, SHD-Terre, AM, Israël, 14 S 343, le colonel Dousset à SGPDN, Paris, 28 octobre 1954, n°8868, secret.

4. La diplomatie en uniforme ou la marche vers la guerre

Fait majeur, le 24 février 1955, l'Irak et la Turquie signent un pacte de coopération mutuelle avec l'assentiment des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, laquelle devait s'y associer début avril. Le pacte de Bagdad divise brutalement le monde arabe. En réaction, l'URSS propose son aide au Caire et à Damas. La Guerre froide se transporte au Moyen-Orient. Or les menaces se multiplient déjà aux frontières d'Israël, notamment avec l'Egypte d'où est organisée une campagne d'infiltrations, d'exactions et d'assassinats. Le 28 février, Tsahal riposte à une incursion égyptienne en lançant une opération de représailles contre une base militaire égyptienne près de la ville de Gaza, qui fait 39 morts. C'est une humiliation pour l'Egypte, sa plus grave défaite depuis la guerre de 1948. Désormais, Nasser devait attribuer au raid de Gaza l'origine de toutes ses décisions.

Le raid de Gaza survient une semaine après le retour du mentor de Shimon Peres, David Ben Gourion, au ministère de la Défense. Selon certains, le « Vieux » a consenti à sortir de sa retraite pour venir sauver le Mapai, empêtré dans la « sale affaire » Lavon ; pour d'autres, il vient orchestrer l'escalade de la guerre. En réalité, Ben Gourion ne s'attendait pas à une opération si spectaculaire. Satisfait du résultat, qui permet de réintroduire la stratégie de représailles au cœur de la politique de défense israélienne, il songe à aller plus loin : en avril 1955, il propose pour la première fois de mener une guerre préventive contre l'Egypte et de s'emparer de la bande de Gaza. Mais Moshe Sharett freine ses plans. Tous deux sont au moins d'accord sur une chose : Israël doit augmenter son potentiel de défense. La filière française est privilégiée, même si des doutes persistent sur les possibilités de nouvelles acquisitions. Parmi les plus sceptiques, Ben Gourion refuse de faire de Paris la seule source d'approvisionnement. Ordre est donné à Peres de réactiver la filière d'armes française. La chute du Cabinet Mendès France complique ses rapports avec le personnel politique. Mais elle n'affecte pas ses relations avec les milieux militaires. Peres y a noué des liens solides avec les chefs d'industrie. De plus, il peut retrouver un interlocuteur attentif en la personne du général Pierre Koenig, ministre de la Défense. Ainsi, à peine débarqué à Paris, le 8 mai 1955, il obtient une audience rue saint-Dominique avec le ministre, à qui il remet une longue liste d'armements, notamment des Mystère IV³.

Cette fois, les militaires semblent prêts à soutenir Israël, avec ou sans l'aval du Quai d'Orsay. Il faut dire que depuis l'embrassement de l'Algérie, à la Toussaint 1954, ils affrontent une situation semblable à celle de l'Etat hébreu. L'analogie entre les situations israélienne et algérienne a tôt fait de troubler certains responsables français. Au mois de mars 1955, quand Israël affrontait de nouvelles attaques terroristes, l'Algérie française était touchée par une vague d'attentats sans précédent. Or, depuis le début de l'insurrection, les militaires sont persuadés que le régime de Nasser alimente, grâce aux Russes, la rébellion algérienne, à la fois par la propagande et l'action militaire clandestine. Leur thèse repose pourtant sur une double méprise : celle d'une conjuration « islamo-communiste » de Nasser, qui ne tient compte ni de son aversion pour les Frères musulmans ni de son « neutralisme positif » à l'égard de Moscou. A l'automne, la révélation sur l'existence d'un pacte militaire égypto-tchèque semble *de prime abord* confirmer leurs craintes et, en faisant entrer l'URSS au Moyen-Orient, provoque une dangereuse rupture de l'équilibre des forces avec Israël.

³ Archives diplomatiques françaises, Ministère des Affaires étrangères, Cab., Pineau 34, lettre de S. Peres à M. le Général Pierre Koenig, Paris, le 9 mai 1955, confidentielle.

Les anti-nasséristes français, en première ligne pour la défense de l'Algérie française, et les anti-nasséristes israéliens, persuadés d'un *second round* égyptien, se rapprochent. Mieux, pour la première fois, ce sont les Français qui contactent les Israéliens. Début mai, le ministre de l'Intérieur Maurice Bourgès-Maunoury demande à son directeur de cabinet Abel Thomas, et son conseiller, Louis Mangin, de se mettre en rapport avec Joseph Nahmias, à la tête de la mission d'achats à Paris, et Shimon Peres. Les Français souhaitent échanger des renseignements sur les activités terroristes égyptiennes. Mais plus encore, ils sont décidés à soutenir l'Etat hébreu par ambition stratégique, idéologie partisane et un certain « esprit de la Résistance ».

Bourgès et Thomas ont en commun d'être compagnons de la Libération et d'avoir été intimement meurtris par la guerre – Bourgès fut fait prisonnier avec son frère en 1940 et détenu pendant treize mois par les Allemands ; Thomas a perdu son frère, mort en déportation à Buchenwald en 1945. Les souvenirs de la Résistance doivent ressurgir à l'esprit de Thomas lorsqu'il rencontre pour la première fois Nahmias au domicile d'un compagnon de la Résistance. Il rapporte aussitôt cette conversation à Bourgès, lequel contacte le ministère de la Défense pour avoir des renseignements sur l'état des forces au Moyen-Orient. Le général Koenig et son chef d'état-major particulier, le général Lecomte, dont Thomas souligne que leur amitié date de la Résistance, lui confirment le net déséquilibre d'Israël. Tous en conviennent : il faut renforcer Tsahal.

Un autre élément convainc Bourgès et Thomas de poursuivre leurs initiatives directement avec Shimon Peres : le lien partisan. Thomas le souligne dans ses mémoires : « *Shimon Peres était membre du Mapai, le parti socialiste israélien. Je suis moi-même socialiste de formation et d'idéal. Bourgès était de son côté l'âme d'un gouvernement de coalition qui unissait radicaux et socialistes. Cette communauté idéologique était faite pour faciliter et favoriser nos rapports.* »⁴

Enfin, leur détermination à soutenir Israël s'explique par leur attachement à l'œuvre coloniale. Bourgès-Maunoury, Thomas et Mangin, tous républicains héritiers de la mission colonisatrice de Jules Ferry, ne souffrent pas l'idée d'une remise en cause de l'Empire. Pour eux, le mouvement de décolonisation est forcément inspiré des ennemis de la France ; l'on en revient au complot "islamo-communiste". Pour s'y opposer, ils sont prêts à employer tous les moyens. Cette fois, c'est Peres qui en témoigne. Lors de sa première rencontre avec Thomas, probablement en juin 1955, ce dernier le met en garde : « *Tenez-vous aussi éloigné que possible des diplomates ; ils ne font pas de la politique étrangère, ils font une politique qui est étrangère. Nous devons établir entre nous des rapports directs, nous devons nous mettre au travail, et cesser de faire la cour à tous les dictateurs de la planète. Nous réussirons, si nous commençons à agir tout de suite.* »⁵ Etonné que la virulence de ses propos puisse être partagée par son ministre, Peres se rend au domicile de Bourgès, qui lui tient le même langage, quoique plus imagé : « *Le flux et le reflux des eaux de la Méditerranée sont les mêmes sur les côtes de France et sur celles d'Israël. Il faut leur conserver leur régularité et ne laisser personne les trouver. Nous devons travailler la main dans la main, conclut-il, et nous pouvons le faire.* »⁶

Dès lors, un phénomène politique inédit se met en place en France et en Israël. Observé dès l'été 1955, il s'accélère à l'arrivée au pouvoir en février 1956 du gouvernement Mollet, un socialiste, anti-nassériste, lui aussi animé par l'esprit de la Résistance, et qui décide de placer

⁴ Abel Thomas, *Comment Israël fut sauvé. Les secrets de l'expédition de Suez*, Paris, Albin Michel, 1978, p. 31.

⁵ Shimon Peres, *David et sa fronde*, Paris, Stock, 1971, p. 69.

⁶ *Ibid.*, p. 70.

Bourgès-Maunoury à la Défense. Tout d'abord, ce que nous appelons la « diplomatie du secret », cet *arcana imperii* pour contourner le Quai d'Orsay en France et prendre aussi le contrôle de la conduite des Affaires étrangères en Israël. Ensuite, celui que nous décrivons sous la formule de « diplomatie en uniforme » ; c'est-à-dire la subordination de la politique des ventes d'armes aux projets de guerre et la militarisation du processus de décision politique, qui se traduit, en France comme en Israël, par la prise en mains des anti-nasséristes et des activistes de la politique de Défense.

Le 11 avril 1956, les six premiers Mystère IV atterrissent enfin en Israël. L'événement donne lieu à une grande réception sur l'aéroport de Hatzor, en présence de Ben Gourion, Peres et Dayan et des ambassadeurs Tsur et Gilbert, où l'on célèbre l'amitié franco-israélienne et l'esprit *sabra* d'une armée plus sûre de sa force. C'est l'épilogue de trois années de « mystification ».

Preuve du réchauffement des relations militaires : cinq jours plus tard, Peres débarque dans les bureaux de l'état-major de l'armée de l'air pour demander de nouveaux appareils. Mais le Quai d'Orsay s'y oppose fermement. Bourgès-Maunoury décide alors de contourner les diplomates. Il forme un cabinet restreint chargé des questions de l'Algérie et d'Israël avec Thomas, Mangin, et Max Lejeune, le secrétaire d'Etat à l'armée de terre. Au même moment, Ben Gourion, Dayan et Peres décident de ne plus impliquer l'Ambassade d'Israël à Paris dans le dossier des armes. Le 24 avril 1956, recevant discrètement Peres dans son bureau de la rue Saint-Dominique « *par une porte dérobée comme un discret ami personnel* », Thomas convient avec lui des contacts secrets permanents. C'est ce jour, écrira-t-il, que l'on peut dater l'origine de l'alliance entre la France et Israël.

Si Tsur avance « *il ne s'agissait pour le moment que d'une prise de conscience, d'amitié, de solidarité* »⁷, pour Peres, c'est tout l'inverse : la coopération repose sur un objectif stratégique commun. Leurs échanges sont d'ailleurs très concrets. Peres est venu remettre à Tsur une impressionnante liste d'armes avec quelques 60 Mystère IV A, 50 Mystère IV B, 24 Ouragan, 12 Vautour, 100 chars AMS, des milliers de roquettes. En outre, il rapporte avoir entendu parler à ce moment d'une opération franco-anglaise conjointe avec Israël contre l'Égypte. La vraie nouveauté réside dans le projet d'une action tripartite. Car la coopération franco-israélienne n'a jamais été aussi forte que depuis qu'elle est tournée contre l'Égypte. Thomas n'a d'ailleurs jamais caché son ambition d'armer Israël pour abattre Nasser. Il l'explique clairement au ministre des Affaires étrangères Christian Pineau le 2 mai, d'après un compte-rendu secret exhumé dans les archives du Quai d'Orsay :

« *...la répression militaire de la rébellion en Algérie se heurte en l'état actuel de la force des choses, à la force d'expansion qui s'attache à la personne de Nasser ; Cette force d'expansion [...] vient en partie de ce que, dans le rapport de forces existant entre Israël et les États arabes, ces derniers, notamment du fait des livraisons d'armes en provenance de l'Europe centrale et orientale, se trouvent en état de supériorité marquée ; Dans ces conditions, [...] il faut à tout prix réarmer Israël dans le plus bref délai [...] si, pour des raisons de politique étrangère, le soutien donné à Israël ne pourrait être donné que sous une forme officielle, rien ne s'opposait à ce qu'il le soit par des formes tacites, au besoin par des procédés irréguliers.* »⁸

Peu après, un vaste plan de réorganisation a lieu au Quai d'Orsay, qui écarte opportunément son secrétaire général, René Massigli, farouche adversaire des ventes d'armes à Israël.

⁷ Thomas, *op. cit.*, p. 83.

⁸ MAE, Cab., Pineau, 6, note du directeur du Cab. du ministre, 2 mai 1956.

Simultanément, le même mouvement opère en Israël, où Ben Gourion décide de sortir Moshe Sharett, l'inamovible chef de la diplomatie depuis 1948. Lui succède une proche : Golda Meyerson, qui en profite pour hébraïser son nom en Meir, « qui a reçu a lumière ». Est-ce une coïncidence ? Le 10 juin, jour du départ officiel de Sharett, Ben Gourion rencontre Dayan pour discuter de la filière d'armes française. Il décide que Dayan se rendra avec Peres clandestinement à Paris pour participer à une réunion secrète avec les responsables militaires français sur les modalités d'une alliance contre l'Egypte.

5. L'alliance de combat

En réalité, Ben Gourion n'est pas impatient de se lancer dans l'aventure de la guerre. Il reste réservé sur une alliance complète avec la France. Or, ayant appris que les Français venaient de résilier une commande indienne de 200 avions de chasse, Peres lui dit espérer pouvoir enfin signer un important contrat d'armes ; en échange, Israël leur donnera ce qu'ils attendent : l'appui contre les rebelles algériens et leur supporter, Nasser.

Le 22 juin 1956, Peres et Dayan arrivent avec quelques responsables militaires, de Nahmias et de l'attaché militaire, à une réunion secrète organisée au château de Gustave Leven, dans le village de Vémars, aux environs de Chantilly. Là, trois jours durant, ils négocient les modalités d'une action conjointe contre l'Égypte avec Thomas, Mangin, le général Maurice Challe, major général des forces armées, ou encore Pierre Boursicot, directeur du SDECE, les services secrets extérieurs. La première réunion est consacrée aux fournitures d'armes à Israël. C'était bien là l'objet de la venue des Israéliens. Un contrat de 80 millions de dollars est conclu notamment sur 72 Mystère IV, 120 AMX-13, 40 Super Sherman. Les deux autres sessions de travail sont dédiées à Nasser et l'Algérie. C'est la contrepartie qu'attendaient les Français. Un protocole est signé pour développer le renseignement sur le rôle du Raïs en Algérie et mener des opérations combinées contre le FLN et la propagande égyptienne au Moyen-Orient. Ses modalités ne sont pas précises, mais, déjà, les Israéliens savent qu'il leur faut donner des preuves de bonne volonté à leurs partenaires et que « *si les Français veulent s'impliquer dans notre guerre, nous devons nous impliquer dans la leur* ». L'alliance franco-israélienne contre Nasser vient de naître. Elle est effective bien avant la nationalisation du Canal de Suez. D'une certaine manière, cet événement va même gâcher les plans français.

Dès lors, la coopération franco-israélienne se situe sur deux niveaux. Le premier concerne les ventes d'armes. Il est codé, en Israël, « opération *Ge'ut* » ou « l'invasion française ». Peres et Nahmias en sont responsables. Ils présentent rapidement une nouvelle commande portant sur 200 chars AMX-13, 72 Mystère IV et des milliers de munitions. Depuis le 15 juin, des officiers israéliens s'entraînent en France sur les Mystère IV. Ils y resteront tout l'été, tandis que les livraisons d'armes affluent en Israël.

Les cessions d'armes sont largement dépendantes des progrès du second niveau, codé « Opération *Zayit* » (olive) : le renseignement et les opérations militaires. Placé sous la direction de Dayan, il prévoit deux types d'actions. D'abord un échange d'informations sur l'Afrique du Nord entre le SDECE et l'*Aman* concernant les activités terroristes et la sécurité de l'immigration juive. Deuxièmement, la préparation et la direction d'actions combinées franco-israéliennes en Afrique du Nord, en Égypte et en Syrie. Des opérations de liquidation des leaders algériens en France sont aussi envisagées, avant d'être repoussées par les Français. Un partage de responsabilités est prévu : les Français se chargeront de la Libye et de la Syrie ; Israël agira en Égypte, avec néanmoins l'assistance de la France qui permet l'utilisation de sa base navale de Djibouti, à l'entrée de la mer Rouge, et de sous-marins pour lever le blocus du détroit de Tiran ou des attaques contre les bases navales d'Alexandrie et de Suez.

La Conférence de Vémars marquée ainsi la naissance de l'alliance de combat franco-israélienne contre le régime de Nasser. Le 20 juillet, l'attaché militaire fait son rapport à Tel-Aviv : l'organisation des opérations militaires est achevée ; leur préparation peut commencer. Leur exécution est prévue pour fin septembre-début octobre. Mais le « coup de tonnerre » d'Alexandrie vient troubler les plans.

Le 26 juillet au soir, devant une foule rassemblée sur la place centrale d'Alexandrie pour célébrer le quatrième anniversaire de la déposition et de l'exil du roi Farouk, Nasser prononce un discours-fleuve sur l'histoire de l'Égypte. Soudain, son ton change pour dénoncer le colonialisme occidental et israélien. Puis, dans un éclat de rire, il annonce la nationalisation du Canal de Suez, ouvrage d'origine française, pour reprendre le contrôle de la Compagnie britannique du Canal et la souveraineté sur la voie d'eau internationale. Présent dans la foule, un député français répète à mi-voix : « *Il n'a pas le droit, il n'a pas le droit...* »

Prenant de surprise les Occidentaux, le discours de Nasser fournit aussitôt à la France et à la Grande-Bretagne le motif d'une intervention militaire contre l'Égypte. Mais se posent les questions de l'accord des États-Unis – qui refusent le recours à la violence –, du risque d'une intervention soviétique en soutien à Nasser, et de l'opportunité ou non d'intégrer Israël.

Dès le déclenchement de la crise de Suez, Bourgès-Maunoury envisage d'utiliser l'alliance militaire franco-israélienne contre l'Égypte. Il charge ainsi l'Attaché militaire français à Londres d'un message clair : « *Dans l'hypothèse où le gouvernement britannique ne nous suivrait pas ou souhaiterait attendre les Américains, nous nous battons avec le concours d'Israël.* » Parallèlement, l'état-major des forces armées examine la possibilité d'une opération franco-israélienne. Trois études sont réalisées les 29 et 31 juillet 1956, comme le révèlent des archives françaises inédites. La première examine l'organisation d'une opération franco-israélienne parmi d'autres scénarios, dont une opération tripartite avec les Britanniques⁹. Misant sur la volonté d'Israël à entrer lui-même en guerre, une deuxième étude envisage uniquement le parrainage français d'une guerre préventive israélienne. Cependant, l'état-major ne veut pas se contenter d'une collusion avec Israël et entend profiter stratégiquement d'une opération contre l'Égypte. D'où la troisième étude, qui étudie « l'hypothèse France-Israël », devant entraîner l'intervention armée des Anglo-américains, qui devait faire florès. Dans tous les cas, bien que la participation d'Israël ne soit pas envisagée lors des entretiens avec les Américains et les Britanniques, du fait de l'hostilité de ces derniers, la France a non seulement la ferme intention d'intégrer le « facteur israélien » au plan stratégique, mais, en outre, elle a depuis le début formé l'idée du « prétexte » israélien pour faire intervenir ses alliés. Reste qu'Israël n'est pas prêt à jouer ce rôle.

De façon remarquable, Israël n'a pas réagi fermement au discours de Nasser. Non seulement il n'avait pas intérêt à surenchérir sur la nationalisation du Canal, qui ne modifiait en rien sa situation, mais encore pouvait-il espérer en une riposte occidentale, qui aurait ramené le calme aux frontières ou rétabli la liberté de transit de ses navires dans le canal de Suez. De plus, il apparaît que l'attentisme israélien a été encouragé par la France ; par le Quai d'Orsay, mais aussi, plus surprenant, par le ministère de la Défense. Abel Thomas témoigne en effet avoir rencontré Shimon Peres le 27 juillet, qui lui fait part de « *l'ardente obligation* » dans laquelle Israël se trouvait de riposter à Nasser. Thomas lui aurait alors dévoilé les projets militaires franco-britanniques et suggéré d'organiser une guerre contre l'Égypte, sans la déclencher prématurément. Il lui promet d'examiner ultérieurement dans quelle mesure l'action israélienne pouvait se combiner avec l'opération franco-britannique « *soit sous forme de bases, soit sous forme d'appui logistique, soit sous forme d'opérations de diversion* ».

En Israël, Dayan est le premier à plaider pour une riposte. Il rencontre Ben Gourion le 2 août pour lui faire part de demandes de renseignements françaises sur les terrains d'aviation israéliens et égyptiens, et en profite pour lui proposer une action contre l'Égypte : la prise de

⁹ Archives militaires françaises, SHD-Marine, Amman, 136 GG² 4, Paris, 30 juillet 1956 très secret.

Sharm el-Sheikh afin de lever le blocus du golfe d'Akaba, l'occupation de la bande de Gaza, ou bien – et c'est la première fois qu'il présente ce projet – la conquête du Sinaï jusqu'au canal de Suez. Mais Ben Gourion refuse de déclencher une guerre tant que Tsahal n'est pas en possession de l'armement nécessaire. Certes, 60 chars AMX-13 et 60 tonnes de matériels ont déjà été discrètement livrés par la France depuis le 24 juillet. Toutefois, d'autres matériels sont attendus et Israël peut espérer plus encore de la filière française dans le cadre de l'opération *Zayit*. Aussi, les consignes de Ben Gourion sont de deux ordres : se concentrer sur les fournitures d'armes et, pour ce faire, traiter les Français « *comme des frères* ».

Pour résumer la situation à ce moment, on pourrait dire, en paraphrasant l'historien Avi Shlaim¹⁰, que l'alliance tripartite est une équation à deux inconnues. Israël n'est pas prêt à lancer une guerre sans le soutien militaire et politique français, quand la France veut voir intervenir Israël quels que soient les *scénarios* de la guerre, mais ne conçoit pas d'agir sans les Britanniques. Or, si la Grande-Bretagne prévoit une opération avec la France, elle refuse de s'allier à l'Etat hébreu. Le parrainage français d'une action combinée israélo-britannique va être au cœur des négociations militaires et diplomatiques qui vont trainer tout l'été. En vain. L'opposition américaine au recours à la force et les réticences britanniques sont telles que les Français en viennent à douter d'une opération militaire. Le 18 septembre, Shimon Peres est reçu à Paris par Bourgès-Maunoury qui, pour la première fois, évoque une coordination des calendriers opérationnels français et israélien. Aussitôt, il écrit à Ben Gourion. Officiellement, il s'agit d'une lettre d'anniversaire. Envoyée trois semaines avant les 70 ans du « Vieux », elle a bien l'air de fêter un tout autre événement : « *Le problème égyptien prend une importance croissante pour nos deux pays. Je suis heureux que nous puissions contribuer ensemble à la protection de nos intérêts communs* », se félicite Bourgès-Maunoury, qui dit souhaiter saisir toute occasion de coopérer avec Israël. Quelques jours plus tard, Ben Gourion glisse à Peres : « *Il y a des raisons de penser, aurait-il dit, que bientôt Israël aura un allié véritable.* »¹¹ Il note ensuite dans son journal : « *Voici la naissance de la première alliance sérieuse entre nous et une puissance occidentale, et nous ne devons pas, quelles que soient les circonstances, la refuser.* »

Le 28 septembre, une délégation israélienne, avec en tête Dayan et Peres, part pour Paris sous le nom de code « SIDON » : l'acronyme hébreu pour « la France et Israël prennent les armes »¹². Leur installation discrète à Saint-Germain-en-Laye, après un voyage non moins secret qui les avait menés de Bizerte, en Tunisie, à Villacoublay, à bord du DC-4 offert par Truman au général de Gaulle, a été décrite avec émotion par les témoins de leur rocambolesque périple. La conférence, qui se tient les 30 septembre et 1^{er} octobre au domicile parisien de Louis Mangin, rue de Babylone, accueille également l'ancien général Moshe Carmel, ministre des Transports, mais aussi Golda Meir, malgré sa très grande méfiance à l'égard de l'option française, née en partie du discrédit qu'elle a jeté sur son concepteur, Shimon Peres.

Peres et Dayan prennent rapidement les rênes des négociations avec Bourgès et le général Challe, major général des forces armées. S'inspirant des consignes de Ben Gourion, Dayan est soucieux d'assurer l'indépendance d'Israël dans une alliance renforcée ; exigeant des armes, la liberté d'action et le cloisonnement des théâtres d'opérations ; celui d'Israël étant limité à la rive orientale du canal. Fait nouveau : Dayan a pour objectif de s'emparer du détroit de Tiran afin d'atteindre Suez par le sud et garder la rive occidentale du golfe d'Eilat comme butin de

¹⁰ Avi Shlaim, « Israel between East and West, 1948-56 », *Int. J. Middle East Stud.*, 36 (2004), p. 671.

¹¹ MAE, Levant, Israël, 575, Fernand-Laurent, Tel-Aviv, 1^{er} octobre 1956, dép. n°1444/AL.

¹² Motti Golani est le seul à rapporter cette information, ô combien symbolique, *La Guerre du Sinaï, 1955-1956*, Paris, Editions du Rocher, 2000, p. 115.

guerre. Mais à l'offensive combinée proposée par Dayan, les Français préfèrent une opération conjointe. Au lieu d'une action simultanée, ils suggèrent qu'Israël ouvre les hostilités, offrant un *casus belli* vital pour le déclenchement de l'opération. Ainsi naît le concept du « prétexte israélien ». L'idée est qu'une offensive israélienne donne le signal à l'intervention franco-britannique.

Sans avoir donné leur accord à ce scénario, les Israéliens réservent un accueil en grande pompe au général Challe, en visite du 1^{er} au 4 octobre. La consigne vient de Dayan, qui ne veut pas rater la « *chance historique* » dit-il « *d'agir contre l'Égypte en collaboration avec la France, et peut-être aussi la Grande-Bretagne* ». Ben Gourion est beaucoup moins optimiste, si bien que Dayan est obligé de le rudoyer en lui demandant de n'en rien laisser paraître à la délégation française¹³. Cela marche : visiblement impressionnés par l'efficacité de Tsahal, les Français devançant l'objectif de Dayan sur le détroit de Tiran en la jugeant « *très capable d'aller par ses propres moyens jusqu'au canal* ». Israël s'emparerait du Sinaï et la France occuperait la rive orientale du canal. Le général Challe donne aussitôt son accord pour accélérer les livraisons d'armes. L'opération conjointe franco-israélienne, nommée « *Kadesh* » par Israël, est codée « *Opération 750* » par les Français, pour marquer sa singularité par rapport à l'« *Opération 700* » à l'étude avec les Britanniques.

Reste à cordonner les deux calendriers. C'est le but de la rencontre secrète entre Challe et le Premier ministre britannique Anthony Eden le 14 octobre, dans sa résidence des Chequers. Si secrète que ni l'ambassadeur, ni l'attaché militaire français n'en connaissent l'objet véritable. Challe vient en effet proposer au Eden un plan secret : Israël frappe l'Égypte et occupe la péninsule du Sinaï jusqu'au canal de Suez en une offensive éclair – dont il se garde bien de dire qu'elle est appuyée par des forces françaises – au terme de laquelle la France et la Grande-Bretagne appellent les belligérants à cesser les combats, puis lancent une opération de police pour reprendre en main le canal. Le scénario est machiavélique. Il emprunte tous les codes de la ruse de guerre : refus du duel (contre les forces égyptiennes), usage de la tromperie (le « prétexte israélien ») aux dépens de l'adversaire, effet de surprise (un ultimatum aux belligérants), dissimulation (l'aide française à Israël) et supercherie (une opération de police pour masquer une conquête du canal). De ce point de vue, il prend parfaitement en compte l'hostilité exacerbée de Londres à l'égard d'Israël, son souci de ne pas se compromettre officiellement avec lui et de préserver sa position en Irak et en Jordanie. C'est d'ailleurs après avoir reçu l'assurance que Tsahal n'en profiterait pas pour attaquer l'allié jordanien qu'Eden accepte le scénario Challe. Rendez-vous est pris une semaine plus tard pour une conférence tripartite à Sèvres.

¹³ Dayan, *Histoire de ma vie*, Paris, Fayard, 1976, pp. 194-197.

6. La « collusion » de Sèvres

Le 21 octobre, à la tombée de la nuit, le DC-4 du général de Gaulle décolle de l'aéroport de Hatzor. A son bord, le général Challe et Louis Mangin, Shimon Peres, Moshe Dayan et leurs aides de camp entourent de toute leur attention David Ben Gourion. Quelques instants plus tôt, le « Vieux » a refusé de monter dans l'avion en apprenant que les Français voulaient lui imposer le scénario du « prétexte ». Il se ravise en déclarant que la réunion tripartite sera l'occasion de rencontrer Guy Mollet. La délégation débarque clandestinement le matin à l'aéroport de Bretigny. Ben Gourion est emmené discrètement vers un lieu tenu secret : le pavillon d'un ami de Bourgès-Maunoury, sur les hauteurs de Sèvres, près de Paris. Là, pendant trois jours, va se jouer le sort du Moyen-Orient.

Le secret d'Etat qui entoure la conférence de Sèvres donne aux entretiens franco-israéliens tout leur piquant. L'esprit de la Résistance revit dans les murs de la villa de Bonnier de La Chapelle, ancien résistant comme son ami Bourgès-Maunoury. Pineau a retrouvé ses anciens réflexes, venant dans sa voiture personnelle et s'assurant au long du trajet qu'il n'était pas suivi. Mais n'en est-il pas de même pour tous les Français engagés dans cette aventure, qui rappellent à certains d'entre eux les prémices du débarquement américain en Afrique du Nord. Et pour ouvrir les discussions vers 16h, selon les souvenirs de Peres, Mollet, Bourgès et Pineau plaisantent sur le temps de la Résistance. Dayan et Peres n'y sont sans doute pas insensibles, eux qui goûteront pendant leur visite aux frissons de la clandestinité.

Mais Ben Gourion s'intéresse à un autre secret : celui du « prétexte » israélien. D'emblée, il déclare son aversion pour le scénario Challe et sa méfiance des Anglais. Puis il se lance dans un long exposé sur l'avenir du Moyen-Orient. Mollet et Bourgès-Maunoury le ramènent à l'enjeu de la réunion, l'assurent de l'honnêteté d'Anthony Eden et lui rappellent l'urgence qu'il y a à intervenir avant l'élection américaine du 5 novembre. Cependant, rien n'y fait. A 19 heures, l'arrivée de Selwyn Lloyd et de son secrétaire, Donald Logan, jette un froid. Eden avait averti qu'il serait représenté par un membre de son gouvernement. Or, Selwyn Lloyd est le plus hostile aux Israéliens. Pour preuve, au lieu de rejoindre la salle de réunion de la villa de Sèvres, il s'isole dans une pièce, attendant des Français qu'ils procèdent à des discussions séparées. Le secret, cette fois, est insidieux : Lloyd répugne à se mêler aux Israéliens. Les Français ressortent seuls de cet entretien pour annoncer aux Israéliens que les Britanniques exigent une attaque israélienne d'envergure contre l'Egypte comme prétexte à leur intervention. Ben Gourion menace de quitter la conférence. C'est l'impasse.

Une réunion tripartite est finalement organisée. « *Etrange rencontre* », décrivent les témoins, où Lloyd et Ben Gourion se toisent. C'est alors que Dayan avance une solution : Israël lance une opération de parachutage près du canal de Suez ; les gouvernements français et britannique lancent le soir même un ultimatum puis commencent à bombarder les terrains d'aviation le lendemain matin. Lloyd acquiesce, mais rappelle que l'action israélienne doit être un véritable acte de guerre, sans quoi Londres ne pourrait intervenir, étant tenu de ne jamais apparaître comme l'agresseur. Ben Gourion s'en montre offusqué. C'est sur cet échange glacial que se clôt la réunion, les Britanniques quittant Sèvres pour présenter le projet à Eden.

La conférence de Sèvres semble au bord de l'échec. S'ils sont encore prêts à s'engager contre Nasser, Français, Israéliens et Britanniques poursuivent des buts de guerre très différents. Les Français, principalement préoccupés par l'Algérie française, ont pour objectif d'occuper la zone du canal, de renverser Nasser, mais non de conquérir l'Egypte. A travers la défense de

l'Algérie, ils veulent aussi préserver l'Empire sur l'axe Alger-Brazzaville du complot nassérien « islamo-communiste ». Enfin, l'opération contre l'Égypte a pour objectif de protéger le Liban, – cœur du Levant français – et soustraire la Syrie à l'influence de Nasser.

Côté israélien, il y a un quasi-consensus sur les trois buts de l'opération : sécuriser le golfe d'Akaba et le détroit de Tiran pour y établir la liberté de navigation ; mettre fin au terrorisme en éliminant les bases de fedayin en Égypte ; neutraliser l'axe égypto-syro-jordanien et briser l'unité arabe. Restent deux désaccords : l'ampleur de l'offensive israélienne et le laps de temps avant l'intervention franco-britannique. C'est alors que Dayan fait une proposition audacieuse : Israël lance une opération aéroportée près du canal de Suez ; le lendemain, Paris et Londres adressent un ultimatum aux belligérants. Le 23 octobre, Pineau part pour Londres informer Eden des avancées du plan. Il n'a d'autre choix que de l'approuver. Depuis la baisse de l'influence britannique en Jordanie, Eden sait ne plus pouvoir mettre en œuvre le projet de Croissant fertile avec l'union de Bagdad, d'Amman et de Damas. Le seul moyen de raffermir la position britannique au Moyen-Orient est cette opération dont l'objectif est le contrôle du canal de Suez et le renversement de Nasser. Il donne son accord à Pineau et charge Lloyd de retourner le lendemain à Sèvres.

Le 24 octobre, une dernière réunion tripartite se tient à Sèvres. Les délégations française et israélienne sont rejointes à 16h 30 par Lloyd, son secrétaire particulier Donald Logan et Patrick Dean, le président du comité interarmées de renseignement. Les trois parties s'accordent sur le « plan Dayan ». Aussitôt, le caractère amoral de leur entente réapparaît : Logan remet discrètement à Pineau une lettre de Lloyd datée du 23 octobre, dans laquelle il affirme officiellement que « *le gouvernement du R.U. n'a pas demandé au gouvernement israélien d'entreprendre quelque action que ce soit.* »¹⁴

La collusion se met en place. Cependant, Ben Gourion n'entend pas en assumer seul la responsabilité. Il suggère aux Français de résumer les grandes lignes des conversations tripartites dans un protocole qui devrait être signé par les négociateurs. Un groupe de travail franco-israélien est improvisé dans la cuisine de la villa de Sèvres. Un document de sept articles est rédigé en français, langue diplomatique par excellence. A 19 h, trois copies dactylographiées du protocole sont présentées aux Britanniques. Contrevenant aux instructions d'Eden, Dean décide d'apposer sa signature, tout en y ajoutant la mention « *ad referendum* » pour bien marquer que l'accord reste soumis à l'approbation de son gouvernement. Ben Gourion et Pineau signent le protocole au nom d'Israël et de la France. Celui-ci prévoit que les Israéliens déclencheront la guerre dans le Sinaï le 29 octobre au soir pour atteindre le canal de Suez, puis que les Français et les Britanniques, après avoir adressé respectivement et simultanément un ultimatum aux deux belligérants dans la journée du 30 octobre, lanceront le 31 octobre au matin des opérations militaires contre les forces égyptiennes. Israël s'engage à ne pas attaquer la Jordanie et la Grande-Bretagne à ne pas venir en aide à la Jordanie au cas où il serait attaqué.

Le protocole de Sèvres devait longtemps rester secret. En 1996, un an après la publication de ses mémoires, Shimon Peres, alors ministre des Affaires étrangères, accordera l'autorisation de photocopier le protocole israélien, conservé aux archives Ben Gourion. Ce document, preuve historique de la « *collusion* », était le seul exemplaire connu ; les Britanniques ayant détruit leur exemplaire sur ordre d'Eden et les Français ayant perdu la leur. Depuis, nous avons retrouvé une copie du protocole dans le fonds Christian Pineau aux Archives

¹⁴ Archives nationales, Pineau, 580 AP 14, lettre de Selwyn Lloyd à Christian Pineau, 23 octobre 1956.

nationales, avec son annexe secrète, signée de Bourgès-Maunoury¹⁵: « *Le gouvernement français s'engage à stationner sur le Territoire d'Israël pour assurer la défense aérienne du Territoire israélien pendant la période du 29 octobre au 31 octobre 1956, un escadron renforcé de Mystère A, un Escadron de Chasseurs Bombardiers. Par ailleurs, deux navires de la Marine Nationale feront escale pendant le même temps dans les ports israéliens.* »

La mise à disposition par les Français d'un bouclier aérien et naval n'est pas le seul accord secret conclu avec les Israéliens à Sèvres.

¹⁵ AN, Pineau, 580 AP 14, dr. VIII, « négociations secrètes (octobre) ».

7. Shimon Peres et la bombe

Shimon Peres témoigne : « Avant la dernière signature, je demandai une brève suspension de séance à Ben Gourion pendant laquelle je rencontrai Mollet et Bourguès Maunoury seuls. C'est là que j'ai mis au point avec eux un accord pour construire un réacteur nucléaire à Dimona, dans le sud d'Israël [...] et la fourniture d'uranium pour l'alimenter. Je leur soumis une série de propositions détaillées et, après discussion, ils les acceptèrent. Finalement, le protocole fut signé »¹⁶.

Ces quelques phrases dans les mémoires de Peres ont bouleversé l'opinion publique lors de leur publication en 1995. Peu de temps avant, Peres niait encore catégoriquement tout lien entre la guerre du Sinaï et la promesse française de fournir l'arme nucléaire à Israël. La légende de la bombe israélienne devenait réalité.

Le protocole de Sèvres a-t-il été conditionné, comme le suggérait Peres, à la signature de l'accord nucléaire franco-israélien ? Deux thèses s'affrontent. Pour certains, l'accord nucléaire est « la clé de Sèvres », Ben Gourion étant passé en deux jours du refus de l'alliance tripartite à la signature du protocole. Mais pour la majorité des historiens, l'accord nucléaire ne fait qu'entériner un projet ancien.

Pour se déterminer sur « la clé de Sèvres », l'on dispose d'une hypothèse et d'un faisceau de preuves. Rappelons que, comme en témoignait Peres, la négociation avait été initiée dès 1953 entre Ernst Bergman, le président de la Commission atomique israélienne, et Pierre Guillaumat, l'administrateur du CEA. Au printemps 1956, Ben Gourion aurait donné son accord au projet de Bergman de construire un petit réacteur expérimental, mais aussi un large réacteur nucléaire dans le Néguev. Puis des négociations se seraient engagées avec les Français pendant la conférence de Vémars, en juin. La dernière session de travail y était en effet consacrée aux échanges de renseignements et au transfert de technologie. De cette conférence est née l'opération *Zayit*, entre le SDECE et son homologue israélien l'Aman, dont l'officier de liaison permanent était le colonel Yuval Neeman. Or, il se trouve que Neeman est non seulement un scientifique, mais qu'il allait devenir l'un des plus fameux chercheurs israéliens dans le domaine nucléaire.

Plusieurs indications nous laissent à penser que les négociations étaient très poussées en septembre 1956. Il y a tout d'abord le témoignage du chimiste atomiste Bertrand Goldschmidt, en charge des relations extérieures du CEA. Celui-ci affirme que Bergman s'était rendu avec Shimon Peres au bureau du CEA, le 13 septembre, afin d'obtenir une aide pour la production du plutonium et la construction d'un réacteur.

Les contacts se poursuivent puisque le 17 septembre, l'on retrouve Bergman et Peres en compagnie de Guillaumat et de Francis Perrin, le président du CEA, à un déjeuner chez l'ambassadeur Tsur. Il semble que Bergman ait avancé son projet de construction d'un grand réacteur dans le Néguev. Car – et c'est là un document diplomatique inédit – le chargé d'Affaires d'Israël, Shmuel Ben-Dor, vient deux jours plus tard s'entretenir avec le directeur politique du Quai d'Orsay de « l'accord pour la fourniture de matériel atomique dont le principe est, ajoute-t-il, accepté par le Gouvernement français. M. Guillaumat aurait déclaré à M. Tsur que le texte du projet était prêt et qu'il pouvait être signé. »¹⁷

¹⁶ Shimon Peres, *Combat pour la paix. Mémoires*, Paris, Fayard, 1995, p. 154-155.

¹⁷ MAE, Levant, Egypte, 512, c/r conversation entre le Chargé d'Affaires d'Israël, 19 octobre 1956.

Dès lors, il nous paraît probable que l'accord nucléaire était prêt d'être signé avant la conférence de Sèvres. Celle-ci offrant l'occasion inespérée de contacts bilatéraux de très haut niveau il était attendu qu'y soit abordée la question de la coopération nucléaire.

Quant à savoir si l'accord fut le fait d'un chantage israélien ou bien – cela est d'ailleurs rarement soulevé dans l'historiographie – d'un leurre français pour signer le protocole, nous dirions qu'il fut la « clé de Sèvres » en cela qu'il donnait aux Israéliens, et singulièrement à Ben Gourion, ce qui, en dépit du protocole et de l'accord secret, leur manquait encore : la confiance.

8. Conclusion

L'accord nucléaire de Sèvres est entériné le 25 octobre, lors d'une discussion secrète entre Bourghès-Maunoury, Pineau et Mollet. Curieux épilogue, mais ô combien symbolique de la conférence de Sèvres : au moment où le gouvernement français confirme son accord nucléaire secret avec Israël, Eden, furieux d'avoir appris que la collusion était consignée dans un protocole, dépêche ses hommes à Paris pour exiger la destruction de tous les exemplaires du document. En vain.

Ainsi, la « collusion franco-israélo-britannique » de Sèvres n'a-t-elle rien d'une triple alliance. En réalité, l'opération projetée vise autant de buts de guerre qu'il y a de partenaires. Et entre la mésentente franco-britannique d'une part et la suspicion réciproque anglo-israélienne de l'autre, la collusion renvoie surtout à l'alliance de Paris et de Jérusalem contre l'Egypte de Nasser. Cette alliance de combat, Shimon Peres en a été, de bout en bout, l'artisan.

L'Opération de Suez, déclenchée le 29 octobre 1956 par Israël, selon les plans secrets établis dans la villa de Sèvres, restera comme la guerre la plus courte de l'Histoire, du fait de la décision d'Eden de céder aux pressions américaines et aux menaces soviétiques, qui précipite le cessez-le-feu le 6 novembre. Si l'Opération est une grande victoire pour Israël – il espère même un temps conserver ses conquêtes de la bande de Gaza et la péninsule du Sinäï – elle est un désastre diplomatique et politique pour la France. Décriée pour sa diplomatie de la canonnère, déclassée sur la scène internationale avec son effacement du Moyen-Orient et la rupture de toutes ses relations diplomatiques avec les pays arabes (sauf le Liban), accusée par ses propres alliés de mener une politique coloniale archaïque en Algérie, la France est en outre renvoyée à sa « collusion » avec Israël, qui s'avère être son seul succès.

L'alliance franco-israélienne a en effet triomphé pendant la guerre, ou plutôt les guerres : d'abord lorsque les Français ont apporté un appui à Israël pendant la guerre du Sinäï, notamment avec ses avions de chasse dont la cocarde française était remplacée par l'étoile de David, puis lorsque les Français ont mené l'expédition d'Egypte avec les Britanniques, toujours en prêtant discrètement main-forte aux Israéliens. L'alliance se renforcera encore les années suivantes, mais sans jamais se concrétiser en traité d'amitié, du fait notamment de l'incorrigible réticence des diplomates français.

De ce point de vue, Shimon Peres ne se faisait pas d'illusions. S'il a défendu, parfois contre tous, l'idée d'une alliance avec la France, il savait que celle-ci ne pouvait reposer sur des sentiments, l'empathie pour le peuple juif victime de la Shoah ou la fascination des dirigeants français pour l'expérience démocratique et socialiste de l'Etat hébreu. S'il est vrai qu'il a trouvé à Paris des partenaires attentifs, bercés des mêmes valeurs, partageant l'idéal antimunichois et l'esprit de la Résistance, leur ambition était avant tout de défendre l'Algérie française et, à travers elle, l'Empire et l'influence française en Méditerranée.

Les réseaux tissés patiemment par le jeune vice-directeur du Ministère israélien de la Défense ne se sont révélés décisifs qu'en 1956, après le contournement du Quai d'Orsay et l'avènement de la « diplomatie en uniforme ». Et c'est uniquement dans l'optique d'une opération indirecte contre la rébellion algérienne que l'amitié franco-israélienne si souvent déclamée n'a fait sens. De son alliance avec la France, qui devait apporter à Israël la centrale nucléaire de Dimona, Shimon Peres retenait justement une leçon très réaliste : « *en politique il*

est nécessaire d'avoir des ennemis, car ceux-ci vous offrent parfois des avantages que des amis risquent de vous refuser ou refusent à vous accorder ».